Document generated on 06/01/2025 6:55 p.m.

Politique

Politique

Alain Lipietz, *L'audace ou l'enlisement*, Paris, Éd. La Découverte, 1984, 370 p.

Diane Ethier

Number 10, Fall 1986

Opinions et votes

URI: https://id.erudit.org/iderudit/040543ar
DOI: https://doi.org/10.7202/040543ar

See table of contents

Publisher(s)

Société québécoise de science politique

ISSN

0711-608X (print)
1918-6584 (digital)

Explore this journal

Cite this review

Ethier, D. (1986). Review of [Alain Lipietz, *L'audace ou l'enlisement*, Paris, Éd. La Découverte, 1984, 370 p.] *Politique*, (10), 145–148. https://doi.org/10.7202/040543ar

Tous droits réservés © Société québécoise de science politique, 1986

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/

érudit

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

https://www.erudit.org/en/

Alain Lipietz, *L'audace ou l'enlisement*, Paris Éd. La Découverte, 1984, 370 p.

Rédigé en 1983, suite à l'abandon par le gouvernement socialiste de sa politique expansionniste au profit d'un programme libéral d'austérité, sous le poids de la contrainte extérieure et les pressions de l'opposition de droite, *L'audace ou l'enlisement* vise à défendre auprès de l'électorat de gauche la pertinence des orientations économiques expérimentées par le cabinet Mauroy au cours des

deux premières années de son mandat. En d'autres termes, cet ouvrage est à la fois une critique du monétarisme ou néo-libéralisme défendu par les conservateurs et certains secteurs de la gauche réformiste et un plaidoyer en faveur de la rénovation des principes keynésiens et social-démocrates de gestion du capitalisme amorcée depuis l'élection de 1981.

La première partie du volume, intitulée «l'héritage» analyse les modalités de la crise du fordisme en France dans les années soixante-dix et critique les erreurs de gestion commises par les gouvernements de droite sous les présidences de Georges Pompidou et Valéry Giscard d'Estaing. Cette analyse vise à démontrer que la crise a été impulsée, en France comme dans la plupart des pays industriels, non pas par une trop forte augmentation des salaires et/ou une répercussion du choc pétrolier de 1973 sur les coûts de production, comme le soutiennent les économistes libéraux, mais par un fléchissement des gains de productivité en raison de l'inadaptation des méthodes fordistes d'organisation du travail aux nouvelles contraintes de l'innovation technologique. Compte tenu de ce fait, elle ne pouvait être résolue ni par les politiques keynésiennes orthodoxes de soutien de la demande (politiques pratiquées par les gouvernements Pompidou, Chaban-Delmas et Chirac entre 1968 et 1978) ni par les politiques libérales de restriction à la consommation (défendues par le gouvernement Barre entre 1978 et 1981). La première option conduisant à une accentuation des tendances inflationnistes et à une baisse accrue des profits et la deuxième option suscitant un durcissement de la résistance ouvrière et un blocage des transformations nécessaires au sein de l'appareil productif. La renégociation du pacte social fordiste constituait par conséquent, selon Lipietz, la seule issue viable et durable à la crise. Or le Parti socialiste représentait, en raison de son expérience des compromis et de ses appuis multi-classistes, la seule formation susceptible de relancer la concertation sociale. C'est la raison pour

laquelle il a été porté au pouvoir par la majorité des français en 1981.

La deuxième partie de l'ouvrage, intitulée «l'enlisement» est consacrée à un bilan des réalisations du gouvernement socialiste au cours de la période 1981-1983. L'auteur expose les trois finalités essentielles du projet de la gauche — essor du développement industriel (par les nationalisations), relance de la consommation (par l'augmentation des salaires) et intégration des classes moyennes modernistes aux processus de décision (par la décentralisation des institutions politiques) — en montrant qu'il visait à restaurer un fordisme auto-centré tout en compensant par l'octroi de nouveaux pouvoirs politiques aux classes moyennes les pertes économiques engendrées par la modernisation du système productif. Puis l'auteur cerne les obstacles qui ont entravé la réussite de ce modèle. Trois facteurs principalement ont été responsables du «semi-échec» de la gauche: un environnement international défavorable (i.e. les effets négatifs de la hausse des taux d'intérêts et de la surévaluation du dollar U.S. sur les investissements et le commerce extérieur), le refus du patronat de financer, à même ses profits, la relance de la production et de l'emploi, les réactions corporatistes des organisations syndicales (opposées à tout nouveau partage des gains économiques).

En dépit de ces difficultés, il demeure toutefois possible, conclut Lipietz, de sortir de l'enlisement, de choisir l'intérêt national et le progrès social (dans le cadre d'un néo-fordisme) plutôt que la persistance de la crise (dans le cadre d'une politique expansionniste traditionnelle) ou le déclin de l'économie française (dans le cadre du néo-libéralisme et du libre-échange). Ce choix exige toutefois de l'imagination et de l'audace puisqu'il implique une réforme radicale des schémas de pensée et des comportements sociaux. C'est de cette révolution idéologique et culturelle que traite la troisième partie de l'ouvrage intitulée «l'audace nécessaire». L'auteur n'y avance aucune solution économique nouvelle. Il reprend

plutôt les propositions de la gauche en place en insistant cependant sur la nécessité impérative d'un nouveau consensus national. C'est en définitive, un appel à la concertation autour de la plate-forme socialiste que lance Lipietz aux «secteurs progressistes et éclairés» de la bourgeoisie et des couches travailleuses.

La problématique de l'*Audace ou l'Enlisement* propose, comme solution à la crise française, un modèle de contrat social similaire à celui qu'ont adopté les nouvelles démocraties des pays semi-industrialisés: la relance des profits et de la productivité des entreprises en échange d'une démocratisation de l'organisation du travail et d'une décentralisation/autonomisation du processus de décision politique, favorables aux classes moyennes. En dépit du rejet de cette solution par la majorité de l'électorat français en 1986, la lecture de cet ouvrage offre un intérêt indéniable. Malgré un réel effort de vulgarisation, cette lecture demande cependant beaucoup de patience en raison des nombreuses références au vocabulaire hermétique de «l'école de la régulation» et aux controverses des cercles intellectuels et clans politiques français.

Diane Ethier
Université de Montréal